



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
2 Place du Général De Gaulle
BP 71354
68070 Mulhouse Cedex

Mulhouse, le 04/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

B+T Energie France SAS

3 avenue de Strasbourg
68350 Brunstatt-Didenheim

Références : 0003013459_2025_10_29_B+T_ViBrefWI

Code AIOT : 0003013459

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement B+T Energie France SAS implanté Route départementale 52 68490 Chalampé. L'inspection a été annoncée le 02/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre du programme pluri-annuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement. Il a été réalisé dans la continuité des contrôles du 20 octobre 2023 (surveillance en continu des émissions atmosphériques) et du 04 octobre 2024 (application du bref WI).

Référentiel réglementaire

- arrêté du 14 janvier 2025 portant mise en demeure à la société B+T France de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 pour son installation située à Chalampé

- ;
- arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- B+T Energie France SAS
- Route départementale 52 68490 Chalampé
- Code AIOT : 0003013459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société B+T Energie France, exploite sur la plateforme chimique W-Europe de Chalampé une unité de production de chaleur à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles de substitution (CSR) et de déchets industriels d'une puissance calorifique supérieure à 20 MW.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il est attiré l'attention de l'exploitant sur les dispositions de l'article 10 de l'arrêté du 20 septembre 2002 qui disposent que la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération ou de co-incinération, de traitement des effluents aqueux et atmosphériques ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsqu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiabilité et représentativité des mesures (QAL2)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, 2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Assurance qualité en routine (QAL3)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, 2.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Intervalle de confiance	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7, 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Plan de gestion des OTNOC	AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Evaluation périodique des OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, 3.5.2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Mesure en semi-continu des PCB de type dioxines	AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Mesure en semi-conti des dioxines / furannes	AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Durée d'indisponibilité des dispositifs de surveillance	AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Emissions au démarrage et à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, 2.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Mesure du N2O	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, 2.2.2	Sans objet
11	Durée cumulée de dépassement des VLE	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence les non-conformités suivantes :

- l'exploitant ne réalise pas de procédure QAL3 (assurance qualité en routine) ;
- le plan de gestion des OTNOC n'est pas complet ;
- l'évaluation périodique des OTNOC n'est pas réalisée à la fréquence prévue dans la procédure de l'exploitant ;
- la surveillance en semi-continu des dioxines - furannes et des PCB de type dioxine n'est pas encore effective.

Les suites proposées sont détaillées dans les constats ci-dessous.

Par ailleurs, il apparaît que des justifications complémentaires sont nécessaires concernant :

- le QAL2 ;
- les intervalles de confiance à 95 % ;

- la mesure des émissions au démarrage et à l'arrêt sans brûlage de déchets ;
- la durée d'indisponibilité des dispositifs de surveillance en continu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiabilité et représentativité des mesures (QAL2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, 2.2.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en oeuvre des MTD		
Prescription contrôlée :		
2.2.2. Surveillance des effluents gazeux		
Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.a) Pour les installations d'incinération		
Paramètres	Fréquence	Norme(s) (1) ou équivalent
NOx	En continu	Normes EN génériques
NH3	En continu (2)	Normes EN génériques
N2O	Une fois par an (3)	EN 21258 XP X 43-305
CO	En continu	Normes EN génériques
SO2	En continu	Normes EN génériques
HCl	En continu	Normes EN génériques
[...]		
Poussières	En continu	Normes EN génériques et EN 13284-2
[...]		

COVT	En continu	Normes EN génériques

(1) Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont EN 15267-1, EN 15267-2, EN 15267-3 et EN 14181

[...]

Article 27 de l'arrêté du 20 septembre 2002

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques [...] sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques [...] doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181 relative à l'assurance qualité des systèmes de mesurage automatique, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR

Norme NF EN 14181

6.1 [...]

Une procédure QAL2 doit être réalisée pour chaque mesurande :

- au moins tous les cinq ans pour chaque AMS, ou plus fréquemment si la législation ou l'autorité compétente l'exige.

En outre, une procédure QAL2 doit être effectuée pour tous les mesurandes subissant les effets :

- d'une modification majeure du fonctionnement de l'installation industrielle (par exemple, une modification du système de réduction des effluents gazeux ou un changement du combustible) ; ou
- de réparations ou de modifications majeures subies par l'AMS et qui influenceront de façon importante les résultats obtenus.

Les résultats de la procédure QAL2 doivent être suivis d'effet dans les six mois suivant les modifications. Pendant la période précédant l'établissement d'une nouvelle fonction d'étalonnage, l'ancienne fonction d'étalonnage doit être utilisée (avec une extrapolation si nécessaire)

6.5 Fonction d'étalonnage de l'AMS et sa validité

[...]

La validité du domaine d'étalonnage doit être évaluée par le propriétaire de l'installation industrielle sur une base hebdomadaire (lundi à dimanche). Un nouvel étalonnage complet (QAL2) doit être effectué, documenté et appliqué dans un délai de six mois, si l'une des conditions suivantes est satisfaite :

plus de 5 % du nombre de valeurs mesurées par les AMS calculées pendant cette période hebdomadaire (sur la base des valeurs étalonnées normalisées) n'entrent pas dans le domaine d'étalonnage valide pendant plus de cinq semaines entre deux AST ;

plus de 40 % du nombre de valeurs mesurées par les AMS calculées pendant cette période hebdomadaire (sur la base des valeurs étalonnées normalisées) n'entrent pas dans le domaine d'étalonnage valide pendant une semaine ou plus.

[...]

Constats :

Au cours du contrôle du 04 octobre 2024, l'exploitant avait communiqué un "rapport sur le premier étalonnage à la centrale EBS de B+T à Chalampé en France" réalisé par la société Müller-BBM Industry Solutions GmbH (mesures en janvier 2024).

Ce rapport portait sur l'unique ligne de surveillance alors en place équipée notamment de dispositifs de type MCS100FT (multipolluants), SP100 (poussières) et MERCEM300Z (Mercure).

L'exploitant n'avait pas justifié que ce contrôle avait été réalisé par un organisme accrédité par le COFRAC ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral tel que prévu par l'article 27 de l'arrêté du 20 septembre 2002. Par courriel du 31 octobre 2025, l'exploitant a justifié que le laboratoire qui a réalisé la procédure QAL2 respecte bien ces obligations.

De plus, le rapport précité indiquait que la mesure de variabilité n'avait pas réussi pour le paramètre HCl.

En outre, il avait été constaté au cours du contrôle du 04 octobre 2024, au niveau du poste de contrôle de l'installation, que des QAL2 étaient nécessaires pour plusieurs paramètres compte tenu d'une proportion importante de valeurs mesurées en dehors du domaine d'étalonnage valide (6.5 de la norme NF EN 14181).

Au cours du contrôle du 04 octobre 2024, il avait été indiqué qu'un nouveau QAL2 serait réalisé.

Au cours du présent contrôle, il a été constaté au niveau du poste de contrôle qu'un indicateur précise qu'un nouveau QAL2 est nécessaire pour les paramètres CO, NH3, NOx et poussières.

L'exploitant a indiqué qu'un nouveau contrôle a été réalisé du 26 au 29 août 2025 sur la ligne de mesure pour l'ensemble des paramètres. Le rapport n'était pas disponible à la date du contrôle.

Par ailleurs, une nouvelle ligne de surveillance comportant des modèles d'équipements identiques a été installée en septembre 2025 (analyseur multipolluants, analyseur Mercure, analyseur poussières).

A ce stade, les résultats des mesures n'étaient pas reportés / reportables au poste de contrôle. Ces dispositifs n'ont pas encore fait l'objet d'un QAL2.

Par courriel du 24 novembre 2025, il a été indiqué que ces dispositifs de mesure sont en service depuis mi-novembre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de communiquer le rapport du QAL2 réalisé sur la ligne initiale dès sa réception. Il sera accompagné de tous les éléments d'appréciation nécessaire, notamment en lien avec la pertinence des droites d'étalonnage proposées au regard des exigences normatives.

Il est également rappelé que, pour la nouvelle ligne de mesure, un QAL2 est à réaliser dans un délai de six mois à compter de sa mise en service.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Assurance qualité en routine (QAL3)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, 2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en oeuvre des MTD

Prescription contrôlée :

2.2.2. Surveillance des effluents gazeux

Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.a) Pour les installations d'incinération

Paramètres	Fréquence	Norme(s) (1) ou équivalent
NOx	En continu	Normes EN génériques
NH3	En continu (2)	Normes EN génériques
N2O	Une fois par an (3)	EN 21258 XP X 43-305
CO	En continu	Normes EN génériques
SO2	En continu	Normes EN génériques
HCl	En continu	Normes EN génériques
[...]		

Poussières	En continu	Normes EN génériques et EN 13284-2
[...]		
COVT	En continu	Normes EN génériques

(1) Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont EN 15267-1, EN 15267-2, EN 15267-3 et EN 14181

[...]

Norme NF EN 14181

1. Domaine d'application

La présente Norme européenne spécifie des procédures qui seront mises en œuvre pour établir les niveaux d'assurance qualité (QAL) des systèmes automatiques de mesurage (AMS) installés dans les installations industrielles en vue du dosage des effluents gazeux et de la détermination des autres paramètres des effluents gazeux.

La présente Norme européenne spécifie :

[...]

une procédure (QAL3) pour le maintien et la démonstration de la qualité exigée des résultats de mesurage au cours du fonctionnement normal d'un AMS. Cela est réalisé par la vérification que les caractéristiques du zéro et de la sensibilité (gain) sont cohérentes avec celles déterminées durant QAL1 ;

[...]

7.2 Procédures visant à maintenir la qualité en routine

Le QAL3 requiert donc que les opérateurs d'installations industrielles aient mis en place une procédure qui décrit les exigences relatives

- au mesurage au zéro et en concentration ;
- à la représentation graphique de ces valeurs à l'aide de cartes de contrôle ; et
- à l'usage des cartes de contrôle pour déterminer s'il existe des écarts systématiques, si les écarts aléatoires deviennent trop grands, et pour négliger les écarts aléatoires s'ils se trouvent dans des limites déterminées de la carte de contrôle.

[...]

<p>7.5.2 Fréquence des mesurages en zéro et en concentration</p> <p>Les opérateurs doivent représenter graphiquement les données au zéro et en concentration à l'aide de cartes de contrôle. L'application de cartes de contrôle requiert des mesurages réguliers, dans l'idéal fréquents, au zéro et en concentration. L'intervalle de maintenance défini lors des essais de performance de l'AMS doit être utilisé comme fréquence minimale des contrôles au zéro et en concentration. Cependant, l'opérateur de l'installation industrielle peut effectuer des contrôles plus fréquents au zéro et en concentration.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que les QAL3 ne sont pas réalisés à ce stade.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir engagé des démarches auprès d'un prestataire pour que des opérateurs soient formés sur le sujet. Aucune commande n'a été passée en ce sens à ce stade.</p> <p>Dans ces conditions, l'exploitant ne respecte pas la norme NF EN 14181. La prescription contrôlée n'est pas respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de réaliser les QAL3 tels que prévus. Une procédure sera à établir tel que prévu par le 7.2 de la norme NF EN 14181.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Intervalle de confiance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7, 7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en oeuvre des MTD</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En ce qui concerne les valeurs limites d'émission journalières, les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :</p> <p>Monoxyde de carbone : 10 % Dioxyde de soufre : 20 % Dioxyde d'azote : 20 % Poussières totales : 30 % Carbone organique total : 30 % Chlorure d'hydrogène : 40 % Fluorure d'hydrogène : 40 % Ammoniac : 40 % Mercure : 40 %</p> <p>Lorsque la soustraction de l'intervalle de confiance aboutit à une valeur négative, le résultat pris</p>

est égal à 0
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 20 octobre 2023, il avait été constaté que la correction de l'incertitude était réalisée sur la valeur mesurée et non sur la VLE lorsque la valeur mesurée est supérieure à la VLE.</p> <p>Au cours du contrôle du 04 octobre 2024, l'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier la modification des règles de calcul dans le système de traitement des données.</p> <p>Au cours du contrôle, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les règles de calcul mises en oeuvre et il n'a pas été possible d'accéder aux informations paramétrées dans le système de traitement des données.</p> <p>Par courriel du 06 novembre 2025, l'exploitant a indiqué que l'intervalle de confiance n'est pas pris en compte dans le traitement des données et dans l'expression des résultats.</p> <p>L'Inspection s'étonne toutefois de ces éléments au regard du constat précisé dans le rapport du 11 décembre 2023. Ces éléments pourront faire l'objet d'une attention particulière au cours du prochain contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de fournir une attestation en français du prestataire en charge du système de traitement des données confirmant que l'intervalle de confiance à 95 % n'est pas pris en compte dans le système de traitement des données pour établir les valeurs finales des mesures.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Plan de gestion des OTNOC

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en demeure du 14 janvier 2025

Prescription contrôlée :

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions du 3.5.1 de l'annexe 3 de l'arrêté du 12 janvier 2021 susvisé, rappelées ci-dessous :

« L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.

Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.

Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;*
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;*
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.*
- [...] »*

Constats :

Pour mémoire, au cours du contrôle du 04 octobre 2024, il avait été constaté que la procédure établie par l'exploitant ne détaillait pas les risques d'OTNOC, en lien avec les causes profondes et les conséquences potentielles et que les moyens de détection et les modalités de gestion n'étaient pas précisées.

Au cours du contrôle, il a été constaté que l'exploitant a mis en place des automatismes visant à détecter et à assurer la comptabilité des situations OTNOC (document "Gestion OTNOC, version B). Il a indiqué que ces éléments ont été définis en fonction des principales situations qui pourraient conduire à un dépassement (ex : filtre à manche percé, injection de charbon actif arrêtée, injection de chaux arrêtée, ...). De plus, l'exploitant a indiqué que si un évènement non pris en compte dans les compteurs devait survenir, une analyse serait réalisée en interne et le critère pourrait être ajouté.

Dans la pratique, le système de traitement des données permet désormais d'extraire les données associées aux compteurs H0 (compteur temporaire OTNOC journée) et H1 (compteur OTNOC global) tels que définis dans le guide FNADE - révision 4.

Il a été indiqué que le compteur a été mis en place en mai. A la date du contrôle, il était à environ 23 heures en cumulé.

Il a été indiqué que, contrairement à ce que prévoit la procédure "Gestion des OTNOC" (2.1.5 : [...]) *un second compteur OTNOC (nommé H2) pourra être mis en œuvre dans les logiciels DAHS avec les règles suivantes [...]*, le système de traitement des données ne permet pas à ce stade d'extraire les

éléments associés au compteur H2 (compteur OTNOC dépassement des VLE journalières). Ce compteur est relevé manuellement par l'exploitant.

Par ailleurs, concernant la procédure "Gestion des OTNOC" en elle-même, en l'état, elle identifie des OTNOC (3.2 de la procédure), mais ne précise pas, en lien avec les défaillances identifiées les causes profondes, les conséquences potentielles et les modalités de gestion.

De plus, certains éléments ne sont pas précis. La procédure "Gestion des OTNOC" décrit certains équipements critiques (voir 3.4.3.1 Conception appropriée des équipements critiques), mais elle ne précise pas les conditions de fonctionnement à partir desquelles une situation est considérée OTNOC.

A titre d'exemple, pour ce qui concerne les filtres à manche, la procédure précise que "*il est possible d'isoler un compartiment sans affecter l'allure de l'installation*". De plus, au 3.2 de la procédure, il est indiqué pour les filtres à manches "*13 - Filtre à manche percé => Détection automatique (à confirmer), seuil à définir*". En l'état, aucun élément n'est précisé pour indiquer à partir de quel moment la situation est considérée OTNOC (ex : nombre de compartiments concernés, ...).

Au regard de ces éléments, l'exploitant ne répond pas intégralement à la prescription précitée, notamment pour ce qui concerne les attendus du plan de gestion des OTNOC.

Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté un tableau de synthèse des événements enregistrés depuis le 24 mai 2025. Un code couleur appliqué manuellement vise à identifier différentes typologie d'événements (défaut analyseur, défaut urée, blocage trémie). Les défauts sont identifiés au sens large, mais pas au niveau d'une défaillance précise. A cet égard, établir un plan de gestion précis et détaillé permettrait de relier les événements à une défaillance en particulier.

En conséquence, en l'état, il ne peut pas être considéré que l'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.

Considérant les démarches déjà réalisées par l'exploitant et qu'il s'agit d'éléments documentaires ne remettant pas en cause les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, il n'est pas proposé de sanctions à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de compléter son plan de gestion des OTNOC au regard des observations précisées ci-dessus.

Dans ce cadre, il peut utilement s'appuyer sur le guide CWEP/ESWET/FEAD/EUROHEAT & POWER dont une traduction en français est disponible dans le guide d'application FNADE - révision 4. Le cas échéant, il lui appartiendra de s'appuyer sur les éléments qui concernent son installation.

A défaut, des sanctions pourront être proposées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Evaluation périodique des OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, 3.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en oeuvre des MTD
Prescription contrôlée : L'évaluation périodique consiste en : <ul style="list-style-type: none"> - la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ; - l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ; - la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ; - l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire
Constats : La procédure "plan de gestion des OTNOC" prévoit au 3.4.3 que " <i>l'évaluation périodique se tient mensuellement</i> ". Le report et la comptabilité des situations OTNOC ont été mis en place en mai 2025. Toutefois, à ce stade, l'exploitant n'a pas réalisé d'évaluation périodique telle que définie par la prescription précitée. S'agissant d'éléments documentaires ne remettant pas en cause les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de se conformer à ses procédures. En ce sens, il lui appartient de s'assurer du caractère pertinent de la fréquence d'évaluation déterminée dans sa procédure. Il appartient à l'exploitant de communiquer une évaluation périodique dans un délai de deux mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Mesure en semi-continu des PCB de type dioxines

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en demeure du 14 janvier 2025
Prescription contrôlée : Avant le 15 octobre 2025 , l'exploitant se conforme aux dispositions du 2.2.2 de l'annexe 2 de l'arrêté du 12 janvier 2021 susvisé : « Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de

réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

a) Pour les installations d'incinération

[...]

- PCB de type dioxines :

Fréquence = 1 fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8) | normes : NF EN 1948-2, NF EN 1948-4 ».

Fréquence = 1 fois tous les 6 mois pour l'échantillonnage à court terme si les niveaux d'émission sont suffisamment stables (8), (9) | norme : NF EN 1948-1, NF EN 1948-2 et NF EN 1948-4

[...]

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm³.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme »

Constats :

Pour mémoire, au cours du contrôle du 04 octobre 2024, il avait été constaté que l'exploitant ne faisait pas réaliser la surveillance prévue.

Il a été constaté que le dispositif de prélèvement a été mis en place. Toutefois, à la date du contrôle, il n'était pas équipé de cartouches de prélèvement et n'était pas opérationnel.

Par courriel du 24 novembre 2025, l'exploitant a indiqué que la mise en service serait réalisée la première semaine de décembre.

Compte tenu des démarches engagées et de la mise en oeuvre attendue de la surveillance à court terme, il n'est pas proposé de sanctions à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de communiquer les justificatifs relatifs à la mise en oeuvre effective de la surveillance en semi-continu dans un délai de quinze jours.

A défaut, des sanctions pourront être proposées au préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Mesure en semi-conti des dioxines / furannes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 4		
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en demeure du 14 janvier 2025		
Prescription contrôlée : Avant le 15 octobre 2025 , l'exploitant se conforme aux dispositions du 2.2.2 de l'annexe 2 de l'arrêté du 12 janvier 2021 susvisé : <i>« Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</i> a) Pour les installations d'incinération [...]		
PCDD/PCDF	En semi-continu	CEN-TS 1948-5 EN 1948-2, EN 1948-3 GA X 43-139
»		
Constats : Pour mémoire, au cours du contrôle du 04 octobre 2024, il avait été constaté que l'exploitant ne faisait pas réaliser la surveillance prévue. Il a été constaté que le dispositif de prélèvement a été mis en place. Toutefois, à la date du contrôle, il n'était pas équipé de cartouches de prélèvement et n'était pas opérationnel. Par courriel du 24 novembre 2025, l'exploitant a indiqué que la mise en service serait réalisée la première semaine de décembre. Compte tenu des démarches engagées et de la mise en oeuvre attendue de la surveillance à court terme, il n'est pas proposé de sanctions à ce stade.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de communiquer les éléments justificatifs relatifs à la mise en oeuvre opérationnelle du dispositif de mesure en semi-continu dans un délai de quinze jours.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 15 jours		

N° 8 : Durée d'indisponibilité des dispositifs de surveillance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en demeure du 14 janvier 2025
Prescription contrôlée : Avant le 15 octobre 2025 l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 9.2.3.2 de l'arrêté du 24 septembre 2021 : « <i>La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu des effluents aqueux et atmosphériques est limitée à 10 heures sans interruption. Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année</i> »
Constats : Pour mémoire, au cours du contrôle du 04 octobre 2024, il avait été constaté que le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu était supérieur à 60 heures sur l'année 2024. Il a été constaté qu'à ce stade, l'exploitant ne dispose pas d'informations fiables sur les durées d'indisponibilité des dispositifs de surveillance par l'intermédiaire de son système de traitement des données. A titre d'exemple, les données issues du système de traitement de données pour l'année 2024 (environ 30 heures d'indisponibilité) sont incohérentes par rapport à la réalité, au regard de la durée de la panne survenue en mars 2024 (au moins 120 heures d'indisponibilité). Au cours du contrôle, la durée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en continu n'a pas pu être précisée pour 2025. Il est à noter que l'exploitant a fait installer une ligne de mesure en redondance pour l'ensemble des paramètres. Les dispositifs étaient encore en cours de paramétrage au cours du contrôle. Par courriel du 24 novembre, l'exploitant a indiqué qu'elle a été mise en service au courant du mois de novembre. Toutefois, un seul bus informatique est installé, sans redondance. Ainsi, en cas de défaillance de ce dispositif, les informations ne pourront plus être communiquées au poste de contrôle. Compte tenu des éléments précisés ci-dessus, il n'est pas possible de statuer sur le respect de la mise en demeure à ce stade.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de faire le nécessaire pour que le système de traitement des données soit paramétré de manière à pouvoir fournir une information fiable sur la durée d'indisponibilité des dispositifs de mesure. Il précisera les démarches engagées en ce sens à l'Inspection dans un délai d'un mois.

<p>Il convient que l'exploitant communique la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de surveillance des émissions atmosphériques pour l'année 2025.</p> <p>A défaut de la communication de ces éléments, des sanctions pourront être proposées.</p> <p>En outre, l'exploitant est invité à étudier la possibilité d'assurer une redondance de la ligne de surveillance pour l'ensemble de la chaîne (du prélèvement, au traitement et à la communication des données).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Emissions au démarrage et à l'arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, 2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en oeuvre des MTD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 04 octobre 2024, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas fait réaliser les mesures en phase de démarrage et d'arrêt sans brûlage de déchets.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les mesures en phase de démarrage et en phase d'arrêt ont été réalisées au cours de l'arrêt technique de septembre. Les résultats des mesures n'étaient pas disponibles à la date du contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de communiquer les résultats dès réception du rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Mesure du N2O

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, 2.2.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en oeuvre des MTD		
Prescription contrôlée :		
<p>Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</p>		
a) Pour les installations d'incinération		
Paramètres	Fréquence	Norme(s) (1) ou équivalent
[...]		
N2O	Une fois par an (3)	EN 21258 XP X 43-305
[...]		
<p>[...] (3) Mesuré dans les installations utilisant un four à lit fluidisé et les installations qui ont recours à la SNCR par injection d'urée [...] (7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F [...]</p>		
Constats :		
<p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 04 octobre 2024, il avait été constaté que l'exploitant ne faisait pas réaliser la surveillance du N2O à la fréquence prévue.</p> <p>Il a été constaté que l'exploitant a fait réaliser la mesure du N2O au cours de la campagne de mesure du premier semestre 2025 (rapport du 23 juin 2025). Aucune émission de N2O n'a été mesurée.</p>		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 11 : Durée cumulée de dépassement des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance en continu
Prescription contrôlée : Indisponibilité des dispositifs de traitements. - L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération ou de co-incinération, de traitement des effluents aqueux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées. [...] La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.
Constats : Pour mémoire, au cours du contrôle du 04 octobre 2024, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas accès à une comptabilité de la durée cumulée de fonctionnement avec un dépassement d'une valeur limite de rejet à l'atmosphère. Le système de traitement des données ne permet pas à ce stade de distinguer les dépassements de VLE lorsque plusieurs paramètres sont concernés. En tout état de cause, à ce stade, la durée de dépassement totale est d'environ 39,5 heures avec certains dépassements survenus en même temps (donc une durée inférieure dans la réalité). Dans ces conditions, la prescription est respectée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour assurer une comptabilité précise des durées de dépassements des valeurs limite d'émission atmosphériques.
Type de suites proposées : Sans suite